Septième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction

23 novembre 2011
Français
Original: anglais

Genève, 5-22 décembre 2011
Point 12 de l'ordre du jour provisoire
Suite donnée aux recommandations et décisions de la sixième Conférence d'examen et question de l'examen futur de la Convention

Rapport de l'Unité d'appui à l'application pour 2011

Document soumis par l'Unité d'appui à l'application*

Résumé

Dans le présent rapport, l'Unité d'appui à l'application décrit les activités qu'elle a menées en 2011 dans le cadre du mandat qui lui a été confié à la sixième Conférence des États parties chargée de l'examen de la Convention, en matière d'appui administratif et d'application intégrale de la Convention, de promotion de l'universalisation de la Convention et d'échange d'informations dans le cadre des mesures de confiance. La Conférence a décidé que l'Unité d'appui soumettrait «chaque année à tous les États parties, par écrit, un rapport succinct sur les activités» qu'elle aurait menées (BWC/CONF.VI/6, troisième partie, par. 6). Le présent rapport étant le dernier de l'Unité d'appui à l'application dans le cadre de son mandat actuel, il s'achève par une section revenant sur les cinq années d'activité de l'Unité d'appui.

I. Introduction

1. L'Unité d'appui à l'application a poursuivi ses activités en 2011, conformément aux décisions et recommandations de la sixième Conférence d'examen (BWC/CONF.VI/6). Elle est financée par les États parties à la Convention et fait partie du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU, qui lui fournit les services administratifs nécessaires. Son personnel se compose de trois personnes: M. Richard Lennane, Chef de l'Unité d'appui; M. Piers Millett, spécialiste des questions politiques; et Mme Ngoc Phuong Huynh, spécialiste des questions politiques (adjointe de première classe). Ils ont aussi reçu l'aide de stagiaires: M. Patrick Gahr, de mai à août 2011; M. Kevin Ching, de septembre à décembre 2011; et Mme Monica Loveley, d'octobre à décembre 2011.

* Soumission tardive.

Merci de recycler

2. Depuis son dernier rapport, soumis en décembre 2010 (BWC/MSP/2010/2), l'Unité d'appui, agissant dans l'exercice de son mandat, a mené des activités consistant à: fournir un appui administratif pour la Convention; faciliter son application; appuyer les mesures de confiance; et aider la présidence et les États parties à promouvoir l'universalisation.

3. En 2011, l'Unité d'appui à l'application a continué d'utiliser les fonds issus des contributions volontaires, détaillées dans le rapport de 2010, que le Canada avait versées pour l'aider à s'acquitter de son mandat, ainsi que d'une nouvelle contribution volontaire de la Norvège, d'un montant de 87 000 dollars des États-Unis. Ces fonds ont servi à: parrainer la participation d'États parties au Comité préparatoire et à la Conférence d'examen; soutenir l'organisation d'ateliers informels en prévision de la Conférence d'examen; soutenir l'application nationale, y compris par l'organisation de manifestations et d'ateliers; financer publications et documentation; et compléter les ressources nécessaires à l'Unité d'appui pour participer aux réunions et ateliers utiles.

II. Appui administratif à la Convention

4. L'Unité d'appui a assuré les services techniques de secrétariat pour les réunions tenues en 2011 au titre de la Convention, fournissant les services requis pour la septième Conférence d'examen et son Comité préparatoire, et appuyant le Président désigné dans ses activités. Elle a notamment: rédigé et publié les communications adressées aux États parties, aux organisations internationales et aux organisations non gouvernementales; rédigé les discours et autres supports écrits du Président désigné; pris en charge les inscriptions aux réunions; effectué des recherches et élaboré les documents de fond; établi les documents et les rapports des réunions; produit les documents de travail; et donné au Président désigné et aux États parties des avis sur des questions techniques, de procédure ou de fond.

5. Neuf États parties à la Convention ont demandé une assistance par l'intermédiaire de l'Unité d'appui pour pouvoir envoyer des participants à la septième Conférence d'examen. L'Unité d'appui est parvenue à organiser le parrainage pour les experts de cinq États parties devant se rendre de leur capitale à Genève pour participer à la Conférence d'examen.

6. L'Unité d'appui a continué de développer son site Web (http://www.unog.ch/bwc) de façon à en renforcer l'utilité pour les États parties et à le rendre plus facile à utiliser. Ce site demeure le support principal de diffusion des informations relatives à la Convention en provenance ou à destination des États parties. Il présente des informations actualisées sur les réunions et les activités connexes, et permet de s'inscrire en ligne pour les réunions, de consulter les documents officiels, les déclarations, les communiqués de presse, les documents de fond, ou encore les informations sur les activités pertinentes d'autres organisations, et d'accéder à des liens utiles ainsi qu'à la liste des États parties. Le site contient aussi un certain nombre d'outils en ligne dont la maintenance est assurée par l'Unité d'appui, notamment la Base de données sur les mesures prises à l'échelon national pour appliquer la Convention et des Recueils des activités nationales (voir plus bas la section sur l'application). De plus, l'Unité d'appui se servira du site pour retransmettre en continu sur Internet la vidéo des séances publiques de la Conférence d'examen.

7. Donnant suite à la demande faite expressément à la sixième Conférence des États parties, l'Unité d'appui a assuré la maintenance de la section à accès restreint de son site Web et a continué de l'étoffer (http://www.unog.ch/bwc/restricted). Seuls les États parties peuvent s'y connecter en indiquant leur nom d'utilisateur et leur mot de passe. Cette section du site Web renferme les coordonnées des points de contact pour chaque pays, les renseignements détaillés sur la façon d'obtenir ou de fournir une assistance aux fins de l'application, les versions électroniques des déclarations soumises dans le cadre des

mesures de confiance, ainsi que des informations sur les résultats des initiatives visant à promouvoir l'universalisation de la Convention. Par suite de modifications apportées au logiciel qu'utilise l'Office des Nations Unies à Genève pour suivre les taux d'utilisation du site, il n'est malheureusement pas possible de présenter, comme dans les rapports antérieurs de l'Unité d'appui, les statistiques sur l'accès à la section à accès restreint du site Web.

8. L'Unité d'appui a continué de suivre l'évolution des sciences et de la technologie. Outre les documents de fond officiels établis à la demande du Comité préparatoire[1], l'Unité d'appui a continué de mettre à jour la section de son site Web consacrée aux sciences et à la technologie. Cette section regroupe les informations recueillies par l'Unité d'appui au fil de ses recherches et de ses échanges avec les divers organes internationaux, régionaux et nationaux ayant des compétences dans les domaines scientifiques et technologiques pertinents. L'Unité d'appui a également continué de coopérer avec diverses communautés scientifiques afin de les aider à développer leurs moyens de traiter les questions des doubles usages. L'Unité d'appui continue de coordonner l'ajout d'une composante relative à la sécurité aux modalités du concours international de machines mises au point par génie génétique. Un membre de l'Unité d'appui a participé à l'évaluation de la composante pratiques humaines d'un concours analogue à l'échelle régionale, ainsi qu'au championnat du monde organisé peu de temps après. L'Unité d'appui a continué d'œuvrer en faveur d'un développement sans risques de la biologie de synthèse en concertation avec les groupes industriels, les organes scientifiques et les autorités nationales. En 2011, avec l'appui des Gouvernements suisse et britannique, l'Unité d'appui a organisé un concours de rédaction pour les étudiants en sciences de premier et de deuxième cycle sur le thème de la responsabilité de la communauté scientifique de veiller à ce que les progrès en sciences de la vie servent des buts pacifiques et non hostiles. Le gagnant du concours sera invité à Genève pour présenter, au cours de la Conférence d'examen, le texte qu'il a produit.

9. À la demande du Président désigné, l'Unité d'appui a entretenu des contacts réguliers avec les organisations internationales dont les activités ont un rapport avec la Convention et intéressent la Conférence d'examen, notamment l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA); le Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies (ECDC); le Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie (CIGGB); le Centre international de la science et de la technologie; le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies; le Comité international de la Croix-Rouge (CICR); l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR); l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC); l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE); l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO); l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN); l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF); l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol); l'Organisation mondiale de la santé (OMS); l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE); l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC); le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE); et l'Union européenne. Depuis mai 2009, l'Unité d'appui est engagée dans un partenariat officiel avec l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI).

10. Également à la demande du Président désigné, l'Unité d'appui a contacté un certain nombre d'institutions et associations scientifiques, professionnelles, commerciales et universitaires, ainsi que des organisations non gouvernementales dont les travaux présentent un intérêt pour ses activités. Elle a ainsi pu recueillir des idées et des

[1] BWC/CONF.VII/INF.3.

informations qui l'ont éclairée pour soutenir l'action menée par les États parties. Bon nombre des organisations ainsi contactées par l'Unité d'appui ont participé au Comité préparatoire.

11. Au cours de l'année 2011, l'Unité d'appui s'est également associée à l'organisation d'un certain nombre de manifestations, notamment: avec l'appui des Gouvernements norvégien et indonésien, une manifestation intitulée «International Workshop on Developing Practical Proposals for the Seventh Review Conference of the Biological Weapons Convention» (Atelier international sur l'élaboration de propositions concrètes en vue de la septième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques) tenue du 8 au 10 avril 2011 à Montreux (Suisse); et, avec l'Université pour la paix et l'UNIDIR, une manifestation intitulée «Preparing for the Seventh BWC Review Conference» (Préparation à la septième Conférence d'examen de la Convention sur les armes biologiques), les 8 et 9 novembre 2011 à Genève.

12. L'Unité d'appui a également accepté l'invitation qui lui était faite de participer à un certain nombre de réunions et de manifestations tout au long de l'année. Ces manifestations ont présenté un intérêt pour la Convention et les travaux de l'Unité d'appui, notamment ses activités visant à faciliter la mise en œuvre des décisions et recommandations de la sixième Conférence d'examen. Elles ont aussi été l'occasion de mener des opérations de sensibilisation et d'information sur la Convention et ses dispositions. L'annexe I (en anglais seulement) présente la liste complète des manifestations auxquelles l'Unité d'appui a pris part en 2011.

III. Application de la Convention

13. Sept États parties, un État signataire et un État non partie ont contacté l'Unité d'appui afin qu'elle leur prête assistance sur les questions d'application de la Convention à l'échelon national. Deux de ces demandes étaient axées sur la coopération avec le personnel des forces armées et des forces de l'ordre sous formes d'éducation, de formation et de matériel. Deux États ont demandé assistance pour renforcer les capacités en matière de sécurité et de sûreté biologiques. Deux États ont demandé assistance pour mettre en place un point de contact national. Deux États ont demandé assistance pour mettre sur pied un atelier de sensibilisation. Deux autres États ont demandé assistance pour la collecte d'informations sur la Convention, et l'un d'eux a fini par adhérer à la Convention en 2011. Une demande d'assistance a concerné la mise en œuvre, mais l'Unité d'appui n'a pu y donner suite du fait que le pays demandeur n'était pas partie à la Convention.

14. L'Unité d'appui a assuré la maintenance et l'actualisation de la Base de données sur l'application à l'échelon national (NID), consultable en ligne. Cette Base comprend des indications détaillées sur les mesures nationales intéressant la Convention prises par tous les États pour lesquels il a été possible de recueillir des données. Dans la mesure du possible, un résumé des mesures et un lien menant au texte intégral de l'instrument ont également été inclus. La Base a été actualisée au fur et à mesure que de nouvelles informations devenaient disponibles. Elle renferme actuellement un total de 2 112 mesures, prises par 121 États parties (soit 73,3 % des États parties à la Convention), 4 signataires, 6 États non parties et 1 organisation régionale. Elle est accessible sur le site Web de l'Unité d'appui (http://www.unog.ch/bwc/NID).

15. À la demande du Président désigné, l'Unité d'appui a continué d'élaborer des recueils des activités nationales (Compendiums of National Activities (CNA)). Ces recueils renferment des détails sur les activités des États parties en rapport avec les thèmes abordés lors du processus intersessions qui a précédé; ils ont été conçus pour servir de voie d'accès centrale régulièrement actualisée aux informations communiquées aux réunions, et de

moyen pratique de montrer comment les mesures législatives et réglementaires sont mises en pratique dans différents cadres.

16. Dans le cadre de ses efforts visant à améliorer ses activités de facilitation de la communication entre États parties et le rapprochement des demandes et des offres d'assistance, l'Unité d'appui a continué de rassembler des informations sur les offres d'assistance et les a publiées dans la section à accès restreint du site Web.

17. L'Unité d'appui a aussi maintenu le contact avec les prestataires de l'assistance portant sur la législation nationale et les mesures visant à faire respecter la législation, notamment le CICR, Interpol, l'OIAC, le Comité créé par la résolution 1540 du Conseil de sécurité et le VERTIC. Elle continue de rencontrer ces prestataires et de se concerter avec eux sur un mode informel, notamment en marge des séminaires et manifestations auxquels elle participe, ainsi qu'à l'occasion des réunions qui se tiennent au titre de la Convention.

18. L'Unité d'appui a continué à recueillir les coordonnées des points de contact nationaux pour la Convention. À ce jour, 77 États parties ont désigné un point de contact national, conformément à la demande formulée à la sixième Conférence des États parties (voir annexe II, en anglais seulement). En outre, l'Unité d'appui communique avec des points de contact dans trois États signataires, trois États non parties et une organisation régionale. Des informations détaillées sur tous les points de contact peuvent être obtenues dans la section à accès restreint du site Web de l'Unité d'appui (http://www.unog.ch/bwc/restricted). L'Unité d'appui communique régulièrement par voie électronique avec les points de contact nationaux.

IV. Mesures de confiance

19. Conformément à la décision prise à la sixième Conférence d'examen, l'Unité d'appui à l'application est chargée de rassembler et distribuer les textes des déclarations soumises au titre des mesures de confiance. Elle tient à jour des versions électroniques (format Adobe PDF), dans toutes les langues officielles, des formules à utiliser pour ces déclarations et les a affichées sur son site Web. Avec l'assistance des États parties intéressés, elle continue à améliorer la version électronique des formules existantes et étudie actuellement les possibilités de mettre au point un outil de collaboration en ligne pour remplir les formules sur Internet.

20. Au 17 novembre 2011, 68 États parties (43 % des États parties à la Convention) avaient communiqué des déclarations au titre des mesures de confiance pour l'année civile 2010. Trente-huit d'entre eux ont soumis leurs déclarations à la date limite du 15 avril 2011 ou avant. Deux États parties ont soumis pour la première fois une déclaration au titre des mesures de confiance: l'Éthiopie et la Jamaïque. Douze États parties qui avaient soumis des rapports au titre des mesures de confiance en 2010 ne l'ont pas encore fait en 2011. L'annexe III (en anglais seulement) contient la liste des pays ayant soumis des déclarations, ventilées selon les différentes formules, ainsi que des graphiques et d'autres informations.

21. Pour la première fois depuis que l'Unité d'appui a commencé à publier sur son site Web les déclarations au titre des mesures de confiance, toutes les déclarations concernant l'année 2010 ont été affichées sur la section à accès restreint du site. Plusieurs États parties ont demandé à l'Unité d'appui si, par souci de transparence, leurs déclarations au titre des mesures de confiance pouvaient également être affichées dans la section en accès libre du site Web de l'Unité d'appui. À ce jour, 21 déclarations sont accessibles dans cette section du site (tout en demeurant disponibles dans celle à accès restreint).

22. Au cours de l'année 2011, l'Unité d'appui a régulièrement fourni à une quinzaine d'États parties une aide sur le plan administratif ainsi que des conseils sur la participation aux mesures de confiance.

23. Le 15 janvier 2011, conformément à la décision prise par la sixième Conférence d'examen, le Chef de l'Unité d'appui à l'application a écrit aux missions permanentes et aux points de contact nationaux des États parties afin de leur rappeler la date limite du 15 avril pour soumettre des données au titre de la procédure d'échange d'informations.

V. Promotion de l'universalisation

24. L'Unité d'appui a aidé le Président désigné dans ses activités visant à promouvoir l'universalisation de la Convention: elle a assuré la préparation des réunions qu'il a tenues avec les représentants des États non parties et y a participé. Elle a encouragé l'universalisation lors de nombre des séminaires et manifestations auxquels elle a participé (voir annexe I, en anglais seulement). Elle a aussi fourni des informations et des conseils sur la Convention à plusieurs signataires et États non parties. L'Unité d'appui a réuni les informations relatives aux progrès accomplis sur la voie de l'universalisation de la Convention et les a mises à disposition au fur et à mesure dans la section à accès restreint de son site Web.

25. Le document d'information sur l'état de l'universalisation de la Convention (BWC/CONF.VII/INF.7) renferme des informations complémentaires sur les initiatives prises dans ce domaine et sur les résultats obtenus jusqu'ici.

VI. Conclusions et réflexions sur les activités menées par l'Unité d'appui à l'application depuis sa création en 2007

26. La décision de la sixième Conférence d'examen de créer l'Unité d'appui à l'application a été une mesure importante en ce qu'elle portait création de la première présence institutionnelle officielle consacrée à la Convention; cela a été une expérience audacieuse. Bien que le mandat ait été énoncé clairement, personne − y compris le personnel de l'Unité d'appui − ne savait vraiment comment l'Unité d'appui fonctionnerait dans la pratique, et si cette entité remplirait une fonction véritablement utile de renforcement de l'application de la Convention.

27. Globalement, l'expérience semble avoir largement réussi. Le retour d'information des États parties sur l'Unité d'appui est favorable, et il semble que nombre d'États parties soient satisfaits des résultats des travaux menés par l'Unité d'appui dans divers contextes. À l'évidence, il existe une demande chez les États parties pour le type de services qu'offre l'Unité d'appui, et il existe dans la communauté internationale au sens large une demande pour une présence institutionnelle et un point de contact pour la Convention sur les armes biologiques. Dans la pratique, le mandat de l'Unité d'appui s'est avéré suffisamment vaste, et il n'a donné lieu à aucun problème opérationnel lorsque l'Unité d'appui répondait aux demandes émanant des États parties ou traitait avec d'autres organisations. La cause première des restrictions aux activités de l'Unité d'appui a été le manque de ressources humaines et financières: les services offerts sont bien supérieurs aux prévisions, et le tiers environ des invitations faites à l'Unité d'appui de participer à une manifestation ou activité ont dû être déclinées, faute de personnel disponible ou des fonds pour couvrir le déplacement.

28. Si l'Unité d'appui consacre une grande part de son temps à des tâches d'appui administratif consistant par exemple à préparer les réunions, à seconder le Président, à gérer la documentation ou à administrer les mesures de confiance, ses activités les plus efficaces s'agissant de renforcer directement la mise en œuvre de la Convention sont sa participation aux ateliers et aux séminaires qui se tiennent partout dans le monde et ses efforts tendant à garantir aux États parties qui en font la demande une assistance à la mise en œuvre.

29. La participation aux ateliers et séminaires joue un rôle clef dans la sensibilisation à la Convention et aux questions de mise en œuvre, tant pour les autorités nationales que pour d'autres intervenants pertinents tels que la communauté scientifique, les organisations internationales et régionales, les associations professionnelles ou encore les milieux universitaires. Depuis son entrée en fonction en 2007, l'Unité d'appui a pris part à 132 ateliers, séminaires et autres manifestations se tenant hors de Genève, dans 45 pays de toutes les régions du monde (voir tableau ci-après). Elle est parvenue à effectuer tous ces déplacements avec un budget total pour cinq ans de seulement 60 000 dollars. Quant à la participation de représentants des pays aux manifestations régionales, l'Unité d'appui a noué directement contact, dans les instances régionales, avec les fonctionnaires et experts des capitales de plus de 130 des 165 États parties à la Convention.

Pays dans lesquels l'Unité d'appui s'est rendue, 2007-2011

Afrique	*Amérique*	*Asie et Pacifique*	*Europe*	*Moyen-Orient*
Afrique du Sud	Barbade	Bangladesh	Allemagne	Arabie saoudite
Kenya	Brésil	Chine	Autriche	Émirats arabes unis
Malawi	Canada	Indonésie	Belgique	Iran (République islamique d')
Maroc	Costa Rica	Kazakhstan	Bosnie-Herzégovine	Jordanie
Nigéria	États-Unis d'Amérique	Kirghizistan	Croatie	Qatar
Tunisie		Malaisie	France	
		Pakistan	Hongrie	
		Philippines	Italie	
		République de Corée	Norvège	
		Thaïlande	Pays-Bas	
		Vanuatu	Pologne	
			République de Moldova	
			Royaume-Uni	
			Serbie	
			Suède	
			Suisse	
			Turquie	
			Ukraine	

30. Son budget pour les déplacements étant limité et son personnel n'étant composé que de trois fonctionnaires, l'Unité d'appui est plus encline à participer: a) aux manifestations qui se tiennent à proximité de Genève; b) à celles où les organisateurs prennent en charge les frais de voyage. D'où le déséquilibre qui ressort clairement dans le tableau ci-dessus. Un budget plus étoffé pour les voyages permettrait à l'Unité d'appui de préserver un certain équilibre entre les régions et de hiérarchiser ses projets de déplacement en fonction des besoins des États parties et non pas sur la base de considérations purement pragmatiques liés à ce qui est financièrement possible. De même, des effectifs renforcés permettraient de participer davantage aux manifestations qui se tiennent hors de Genève et qui, en raison du temps requis pour le voyage, mobilisent un temps de travail des effectifs plus élevé.

31. Comme indiqué dans les rapports antérieurs de l'Unité d'appui, la fonction de rapprochement des offres et des demandes d'assistance n'a pas donné les résultats escomptés. Si l'Unité d'appui est bel et bien parvenue à trouver des prestataires d'assistance pour nombre d'États parties qui en avaient fait la demande, d'autres demandes sont restées non satisfaites. Inversement, un certain nombre d'offres d'assistance n'ont pas été exploitées. Le problème tient en grande partie au manque de précision dans la formulation des demandes et des offres, qui résulte peut-être d'un défaut de structure de l'ensemble du processus. L'application d'une approche plus structurée dans le recensement des besoins et l'offre d'assistance, par exemple au moyen d'un mécanisme spécialisé comme l'ont suggéré quelques États parties, pourrait s'avérer utile à l'avenir.

32. Sur les plans financier et administratif, l'Unité d'appui a fonctionné sans accroc. Comme indiqué plus haut, c'est le manque de ressources humaines et financières qui a le plus gêné l'Unité d'appui dans l'exécution de son mandat. Les contributions volontaires de plusieurs États parties ont certes été d'un grand secours mais, souvent offertes dans la perspective de séminaires ou d'activités spécifiques, elles n'aident pas toujours l'Unité d'appui à répondre aux demandes individuelles des États parties. Des ressources supplémentaires permettraient d'accroître considérablement la capacité de l'Unité d'appui à s'acquitter de son mandat actuel. Tout élargissement de ce mandat nécessiterait inévitablement des ressources supplémentaires.

33. L'Unité d'appui à l'application a été financée à partir du budget des réunions annuelles se tenant au titre du processus intersessions de la Convention. S'il est pratique, cet arrangement implique malgré tout que seuls les États parties qui prennent part aux réunions une année donnée versent une part du financement de l'Unité d'appui pour l'année en question. Les États parties souhaiteront peut-être s'interroger sur la pertinence du maintien de cette pratique.

34. Le choix d'installer l'Unité d'appui dans le Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU s'est avéré pratique et efficace. La double obligation de rendre des comptes au Président et aux États parties pour les questions d'orientation, et au Bureau des affaires de désarmement pour les questions administratives n'a pas posé de difficulté dans la pratique. L'appui administratif offert par le Bureau des affaires de désarmement, sans coût direct pour les États parties, a considérablement facilité les activités de l'Unité d'appui. Toutefois, ces activités gagnant de l'ampleur, la charge administrative du Bureau s'est alourdie en proportion. Un tel appui, en particulier l'offre de bureaux pour héberger l'Unité d'appui à l'Office des Nations Unies à Genève, ne saurait donc être considéré comme acquis, et ce tout spécialement dans la perspective d'une décision des États parties de prolonger le mandat de l'Unité d'appui.

35. Enfin, l'Unité d'appui à l'application tient à ce qu'il soit pris acte de sa gratitude pour la coopération active, la détermination, l'enthousiasme, le soutien constructif et le dévouement des États parties tout au long de ses cinq années d'existence. La réussite de l'expérience de l'Unité d'appui tient dans une large mesure aux efforts déployés par les États parties pour tirer au mieux parti de ce nouveau dispositif.

Annexe I

[ENGLISH ONLY]

Meetings and events attended by the Implementation Support Unit

The following meetings and events were attended by representatives of the Implementation Support Unit. Further details on these events, including copies of ISU presentations, are available from the ISU website, http://www.unog.ch/bwc/isu.

1. On 6 January 2011, a member of the ISU briefed visiting members of risk management foundation Det Norske Veritas on the "Biological Weapons Convention and Biorisk Management".

2. From 24–27 January 2011, the ISU participated in a regional workshop titled *The Biological Weapons Convention: Current Themes* in Amman, Jordan. The workshop covered areas for collaboration amongst different stakeholders, response to disease events, and issues related to the Seventh BWC Review Conference, with particular emphasis on CBMs. The ISU gave presentations on the BWC, CBM forms, and how transparency can be improved through CBM compliance.

3. From 3–5 February 2011, the ISU participated in a workshop on *Synthetic Biology and its Dual Use* in Islamabad, Pakistan. The ISU delivered a presentation on "Safe, Secure and Solely Beneficial Synthetic Biology", and also briefed workshop participants on International Genetically Engineered Machines Competition.

4. On 8 February 2011, the ISU participated in the Geneva Forum event *Working on Disarmament and Arms Control in Geneva: An Orientation for Diplomats*. The ISU gave a presentation on biological and toxin weapons.

5. From 15–17 February 2011, the ISU attended the International Federation of Biosafety Associations (IFBA) conference *Global Biosafety and Biosecurity – Taking Action* in Bangkok, Thailand. A member of the ISU gave a presentation on "Biosafety, Biosecurity & the Biological Weapons Convention".

6. On 21 February 2011, the ISU took part in the Geneva Forum briefing on the Conference on Disarmament and civil society. The ISU gave a presentation on "Weaving the web of prevention: Civil society and the Biological Weapons Convention".

7. From 21–25 February 2011, the ISU attended the INTERPOL *Joint Train-the-Trainer Session for Law Enforcement, Customs and Public Health Officials for the Prevention of Bioterrorism,* hosted by the Turkish National Police in Antalya, Turkey.

8. From 21–22 February 2011, the ISU took part in the *13th CSCAP Study Group on Countering the Proliferation of Weapons of Mass Destruction in the Asia Pacific* in Las Vegas, Nevada, USA. The ISU delivered presentations on science and technology developments, global health security and their relationship to the Convention.

9. From 23–25 February 2011, the ISU attended the *Third ASEAN Regional Forum Intersessional Meeting on Nonproliferation and Disarmament* in Las Vegas, Nevada, USA. The ISU delivered a message on behalf of President-designate and briefed participants on the Seventh Review Conference.

10. From 5–6 March 2011, the ISU attended the workshop *Addressing Future Challenges to the Biological and Toxin Weapons Convention in Connection with Scientific and Technological Developments* in Stockholm, Sweden. The event was organized by SIPRI with the support of the Swedish Ministry for Foreign Affairs and the United Kingdom Foreign and Commonwealth Office. A member of the ISU delivered a statement on behalf of the President-designate.

11. On 15 March 2011, the ISU took part in a briefing on *The Role of the Chemical and Biological Weapons Conventions in Preventing Acquisition and Use of Chemical and Biological Weapons* in Ottawa, Canada. The ISU gave a presentation on preparations for the review conference.

12. From 16–19 March 2011, the ISU participated in the *2011 International Studies Association Annual Convention on Global Governance: Political Authority in Transition* in Montreal, Canada. A member of the ISU presented a paper on "Common Understandings Identified during the 2007 to 2010 Intersessional Process of the Biological Weapons Convention".

13. On 4 April 2011 a member of the ISU provided a briefing on the Convention for the International Peace Studies Programme of Trinity College Dublin, in Geneva, Switzerland.

14. From 8–10 April 2011, the ISU, Norway and Indonesia co-hosted the event *International Workshop on Developing Practical Proposals for the Seventh Review Conference of the Biological Weapons Convention* in Montreux, Switzerland.

15. On 4 May 2011, the ISU participated in a universalization event in the Palais des Nations co-hosted by the President-designate and the Depositary Governments.

16. On 11 May 2011, the ISU participated in the UNICRI *Second Round Table Meeting of Centres of Excellence National Focal Points in South East Asia* in Bangkok, Thailand. The ISU delivered a presentation on capacity building under the Convention, as well as the activities and role of the ISU.

17. From 16–17 May 2011, the ISU participated in the *Workshop on International Response and Mitigation of a Terrorist Attack Using Chemical and Biological Weapons or Materials* at The Hague, Netherlands, organized by the Counter-Terrorism Implementation Taskforce Working Group on Preventing and Responding to WMD Attacks and hosted by the OPCW. At the workshop, the ISU gave a presentation on "Response and Mitigation: Role of the Biological Weapons Convention and ISU".

18. From 9–10 June 2011, the ISU attended the *Seminar on Outlook and Perspectives for the BTWC Seventh Review Conference* hosted by the German Federal Foreign Office in Berlin, Germany. The ISU presented on the possible structure of a future intersessional process for the Convention.

19. On 14–15 June 2011, the ISU was invited to speak at the 12th *New Issues in Security Course* at the Geneva Centre for Security Policy in Geneva, Switzerland. A member of the ISU gave a presentation on "Biological Weapons".

20. From 15–17 June, the ISU attended *SB5.0: the Fifth International Meeting on Synthetic Biology* in Stanford, California, USA. The ISU was invited to take part in a panel discussion that focused on security perspectives and engagement with the synthetic biology community.

21. From 16–17 June 2011 the ISU participated in the workshop *Between Control and Cooperation: Dual-use, Technology Transfers and the Non-proliferation of Weapons of Mass Destruction* in Berlin, Germany. The ISU gave a presentation on facilitating cooperation in the peaceful use of biotechnology.

22. On 27 June 2011, the ISU attended the *Symposium on Rinderpest Eradication: Achievements and Obligations* in Rome, Italy. The ISU delivered a presentation on the post-eradication security risks of Rinderpest.

23. From 27 June–1 July 2011, the ISU took part in the *Biological Weapons Convention Conference Week for East Asia and the Pacific*, held in Makati City, the Philippines. A member of the ISU acted as Vice-Chair, panellist, coordinator and delivered a presentation on the Convention.

24. On 28 June 2011, a member of the ISU briefed participants at the event *Looking Forwards: Seventh Review Conference of the Biological Weapons Convention*, hosted by the American Association for the Advancement of Science in Washington D.C., USA.

25. On 29 June 2011 a member of the ISU provided a briefing on the Convention for the University of Freiburg Survey of International Organizations, in Geneva.

26. From 29–30 June 2011, the ISU participated in the 2011 Biotechnology Industry Organization's *Biosecurity Conference: Advancing Bioscience and Global Security* in Washington DC, USA. The event featured over 15,000 attendees from 65 countries, representing industry, academia, and government.

27. From 6–7 July 2011, the ISU attended the *EU Seminar to Promote Confidence Building and in Support of a Process Aimed at Establishing a Zone Free of WMD and Means of Delivery in the Middle East* hosted by the Council of the European Union in Brussels, Belgium.

28. From 19-20 July 2011, the ISU attended *Biosafety, Biosecurity and Biodefence: International Congress 2011* in Kuala Lumpur, Malaysia. The ISU delivered a presentation on the confidence-building measures.

29. From 20–22 July 2011, the ISU participated in the *RoSBNet Synthetic Biology Workshop* in Oxford, United Kingdom. A member of the ISU gave a presentation on “Engineering Safe, Secure & Solely Beneficial Biology”.

30. From 2–3 August 2011, the ISU attended *Safe and Secure Science: Partners of Today and Tomorrow* hosted by the US Federal Bureau of Investigation, Department of Health and Human Services and the American Association for the Advancement of Science in Crystal City, Virginia, USA. The ISU gave a presentation on “Biological Weapons Convention, Synthetic Biology and Global Health Security”.

31. On 26 August 2011 a member of the ISU provided a briefing on the Convention for the United Nations Disarmament Fellowship Programme, in Geneva.

32. On 31 August 2011, the ISU delivered a presentation on the Convention at the annual summer training program, *Disarmament and Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction in a Changing World*, run by the TMC Asser Institute in The Hague, Netherlands.

33. On 6 September 2011, the ISU participated in the *Rinderprest Re-occurrence Risk Assessment Meeting*, hosted by the Royal Veterinary College in London, UK.

34. On 7 September 2011, the ISU gave an informal briefing to States Parties on the ISU in Geneva.

35. From 11–13 September 2011, the ISU participated in the workshop *Prospects for the 2011 BWC Review Conference*, jointly hosted by the Clingendael Netherlands Institute of International Relations, Wilton Park, and the Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands, in The Hague, Netherlands. A member of the ISU acted as facilitator during a workshop session, and presented a summary at the conference wrap-up.

36. On 15 September 2011 a member of the ISU provided a briefing on the Convention for visiting Egyptian diplomats, in Geneva.

37. From 15–16 October 2011, the ISU participated in the 2011 *International Genetically Engineered Machines Competition Asia Jamboree* in Hong Kong. A member of the ISU contributed to efforts to ensure the safety and security of projects and was invited to act as a human practices judge.

38. From 1–2 November 2011, the ISU took part in the *Regional Workshop for South-East Europe on the Seventh Review Conference of the Biological Weapons Convention* in Belgrade, Serbia. At the workshop, a member of the ISU gave a briefing on the Convention.

39. On 4 November 2011, a member of the ISU delivered a lecture entitled "Biological Weapons Convention: The Next Generation" at Princeton University in New Jersey, USA.

40. From 5–7 November, the ISU participated in the 2011 *International Genetically Engineered Machines Competition World Championship Jamboree* in Cambridge, Massachusetts, USA. In addition to interacting with teams on safety and security issues, the ISU was asked judge human practices aspects of projects.

41. From 8–9 November 2011, the ISU, the United Nations Institute for Disarmament Research, and University for Peace, with the support of the Swiss Government, jointly hosted the workshop *Preparing for the Seventh Review Conference* in Geneva, Switzerland. The ISU presented on the "Review Conference Rules of Procedure, Organization and Structure".

42. From 15–16 November 2011, the ISU participated in the first meeting of the *Temporary Working Group on the Convergence of Chemistry and Biology*, hosted by the Organization for the Prohibition of Chemical Weapons in The Hague, Netherlands.

43. On 17 November 2011, the ISU participated in the Geneva Forum's informal consultations on *Towards the 7th Review Conference of the Biological Weapons Convention*. The ISU gave a presentation on "International Cooperation in the BWC: An Assessment".

Annexe II

[ENGLISH ONLY]

National Points of Contact

The following national points of contact had been nominated to the ISU by November 2011. Full contact details, including telephone numbers and e-mail addresses, are available to States Parties in the restricted area of the ISU website (http://www.unog.ch/bwc/restricted).

States Parties

State	*Contact*
Albania	Mr. Fadil Vucaj Representative of the National Authority of Albania for the CWC Ministry of Defense Tirana Albania
Argentina	Mr. Jorge Mariano Jordan Consejero Direccion de Seguridad Internacional, Asuntos Nucleares y Espaciales Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio Internacional y Culto Esmeralda 1212 Piso 11 Ciudad Autonoma de Buenos Aires CP 1007 Argentina
Armenia	Arms Control & International Security, Ministry of Foreign Affairs Government Building 2, Republic Square Yerevan 0010 Armenia
Australia	First Assistant Secretary International Security Division, Department of Foreign Affairs and Trade Locked Bag 40 Kingston ACT 2600 Australia
Austria	Mr. Alexander Benedict Department II.8 - Global Disarmament, Arms Control, export Control, Multilateral Atomic Energy Issues and IAEA Federal Ministry of European and International Affairs Minoritenplatz 8 Vienna A-1014

State	*Contact*
Azerbaijan	Security Affairs Department, Arms Control Division Multilateral Treaties Division, Ministry of Foreign Affairs 4, Sh. Gurbanov Street Baku AZ1009 Azerbaijan
Belgium	Mr. Henri Vantieghem Direction Désarmement, Non-Prolifération et Contrôle de l'Armement, Service Public Fédéral Affaires étrangères Rue des Petits Carmes 15 Bruxelles B 1000 Belgium
	Mr. Frank Meeussen Direction Désarmement, Non-Prolifération et Contrôle de l'Armement, Service Public Fédéral Affaires étrangères Rue des Petits Carmes 15 Bruxelles B 1000 Belgium
Bhutan	Chief Legal and Treaties Division, Ministry of Foreign Affairs, Royal Government of Bhutan Bhutan
Brazil	Mr. Sérgio Antonio Frazão Araujo Coordinator-General for Sensitive Items Ministry of Science and Technology SAI/SO Area 5 Quadra 3 Bloco F Brasilia–DF 70610-200 Brazil
Bulgaria	Mr. Valentin Dontchev Head of Department, Security Policy Directorate Ministry of Foreign Affairs 2, Alexander Zhendov. St. Sofia 1040 Bulgaria
Burkina Faso	Prof. Abdouramane Barry Head of National Authority Autorité Nationale pour la Convention sur les Armes Chimiques (ANCAC), Ministère des Enseignements Ouagadougou 03 BP 7130 Burkina Faso
Burundi	Mr. Gerard Nirungika Head, Burundi Chemical Weapons Convention National Authority Burundi

State	*Contact*
Canada	Mr. Andrew Halliday Biological Weapons Policy Analyst Non Proliferation and Disarmament Division (Biological, Chemical and Conventionsal Weapons), Department of 125 Sussex Drive Ottawa, K1A 0G2 Canada
	Mr. Louis-Philippe Sylvestre Deputy Director Non Proliferation and Disarmament Division (Biological, Chemical and Conventionsal Weapons), Department of 125 Sussex Drive Ottawa, K1A 0G2 Canada
China	Ms. Yang Yi Deputy Division Director Department of Arms Control and Disarmament, Ministry of Foreign Affairs No. 2 Chao Yang Men Nan Da Jie Beijing, 100701 China
Colombia	Ms. Victoria Gonzàlez Ariza Director Mutilateral Political Affairs Ministry of Foreign Affairs Calle 10 No. 5-51 Bogota Colombia
Croatia	Ms. Ivana Derek Ministry of Foreign Affairs and European Integration Croatia
Cuba	Mr. Juan C. Menendez de San Pedro Lopez Director del Centro Nacional de Seguridad Biologica (CNSB) Ministerio De Ciencia, Tecnologia Y Medio Ambiente (CITMA) Calle 28 No. 502 e/5ta y 7ma Ave. Miramar. Playa La Habana 11 300 Cuba
	Mr. Rudolfo Reyes Rodriguez Director de Asuntos Multilaterales Ministerio de Relaciones Exteriores Calle Calzada #360 e/ G y H. Vedado Plaza de la Revolucion La Habana 10 400 Cuba

State	*Contact*
Cyprus	Mr. Panayiotis Papadopoulos Political Affairs Division - Multilateral relations Ministry of Foreign Affairs Cyprus
Czech Republic	Dr. Michal Merxbauer Director, Department for the Control of WMD Non-Proliferation, State Office for Nuclear Safety Senovazne nam. 9 Praha 110 00 Czech Republic
Denmark	Mr. Casper Nervil Head of Section, Department of Security Policy Royal Danish Ministry of Foreign Affairs Office 6 a 67, Asiatisk Plads Copenhagen 21448 Denmark
Ecuador	Ms. Fanny De Lourdes Puma Puma Director General for Multilateral Policies and International Specialized Organizations Ministry of Foreign Affairs Calle Carrion Y Av. 10 de Agosto Quito Ecuador
Estonia	Department of International Organizations and Security Policy Ministry of Foreign Affairs Islandi valjak 1 Tallinn 15049 Estonia
Finland	Ms. Katja Pehrman Ministry for Foreign Affairs Unit for Arms Control, Disarmament and Non-Proliferation P.O.Box 420 Helsinki FI-00023 Finland
France	Mr. Aurélien Lépine-Kouas Ministère des affaires étrangères et européennes Pôle Contrôle des Exportations (DGP/ASD/DT) 37 Quai d'Orsay, 07 SP Paris 75 700 France
Georgia	Ms. Lela Bankanidze Deputy Head, Especially Dangerous Infections Department National Center for Disease Control and Public Health 9, M. Asatiani St. Tbilisi 0177 Georgia

State	*Contact*
Germany	Mr. Roland Grafe Head of BW Division Federal Foreign Office Werderscher Markt 1 Berlin 10117 Germany
Greece	Director of the WMD Disarmament Section D1 Directorate for UN and International Organizations, Helenic Ministry of Foreign Affairs Academias 3 Street Athens 10027 Greece
Holy See	Monsignor Silvano M. Tomasi Permanent Observer for the Holy See Permanent Observer Mission of the Holy See to the United Nations Office and other International Organizations in Chemin du Vengeron 16 P.O. Box 28 Chambésy 1292 Switzerland
Hungary	Judit Koromi Expert Adviser Ministry of Foreign Affairs Department for Security Policy and Non-proliferation
Iceland	Mr. Peter Thorsteinsson Head, Arms Control and Disarmament Ministry of Foreign Affairs Raudararstig 25 Reykjavik 150 Iceland
	Mr. Ágúst Flygenring
India	Joint Secretary (Disarmament and International Security Affairs) Ministry of External Affairs South Block New Delhi India

State	*Contact*
Indonesia	Dr. Desra Percaya Director, Directorate of International Security and Disarmament, Department of Foreign Affairs JI, Taman Pejambon no.6 Jakarta 10110 Indonesia
	Mr. Andy Rachmianto Deputy Director, Directorate of International Security and Disarmament, Department of Foreign Affairs JI, Taman Pejambon no.6 Jakarta 10110 Indonesia
Iran (Islamic Republic of)	Department for Disarmament and International Security Affairs, Ministry of Foreign Affairs Tehran Iran
Iraq	Mr. Sinan Abdul Hasan Mohi Head of the Biology Department Iraqi National Monitoring Directorate Baghdad Iraq
Ireland	Mr. Ruaidhri Dowling Deputy Director, Disarmament and Non-Proliferation Section Department of Foreign Affairs 80 St. Stephens Green Dublin
Italy	Amb. Giovanni Manfredi Permament Mission of Italy to the Conference on Disarmament Chemin de l'Impératrice 10 Pregny 1292 Switzerland
	Ms. Nicoletta Piccirillo First Secretary Permament Mission of Italy to the Conference on Disarmament Chemin de l'Impératrice 10 Pregny 1292 Switzerland

State	*Contact*
Japan	Mr. Kiichiro Iwase Officer, Biological and Chemical Weapons Conventions Division, Disarmament, Non-Proliferation and Science Department, Ministry of Foreign Affairs 2-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku Tokyo 100-8919 Japan
Kenya	Prof. Shaukat A. Abdulrazak Executive Secretary National Council for Science and Technology Old Treasury Building, Harambee Avenue P.O. Box 30551 Nairobi Kenya
	Roselida A. Awuor Senior Science Secretary National Council for Science and Technology Old Treasury Building, Harambee Avenue P.O. Box 30551 Nairobi Kenya
Kuwait	Ms. Jenan Al-Shayije Supervisor Ministry of Defence Kuwait
Kyrgyzstan	Mr. Taalaibek Bektashev Head of Customs Policy, Non-Tariff regulation and Export Control Department Ministry of Economic Development and Trade 106 Chui avenue Bishkek city, 720002 Kyrgyz Republic
Lao PDR	Dr. Sourioudong Sundara Director General, Science and Technology Research Institute Prime Minister's Office National Authority for Sciences and Technology, PO Box 2279 Vientiane Capital, Lao PDR
	Mr. Phouthanouthong Xaysombath Deputy Director, General Affairs Centre, Science and Technology Research Institute Prime Minister's Office National Authority for Sciences and Technology, PO Box 2279 Vientiane Capital, Lao PDR

State	*Contact*
Lebanon	Ministry of Foreign Affairs and Emigrants Lebanon
Libyan Arab Jamahiriya	Dr. Mohamed Mansour Sharif Chairman of LNCBB Libyan National Committee for Bioethics Omar Al-Mokhtar Tripoli 82898 Libyan Arab Jamahiriya
Liechtenstein	Ms. Esther Schindler Office for Foreign Affairs Heiligkreuz 14 Vaduz 9490 Liechtenstein
Lithuania	Mr. Martynas Lukosevicius Attache, Arms Control, non-Proliferation and Disarmament Division Security Policy Department, Ministry of Foreign Affairs J. Tumo-Vaizganto Str. 2 Vilnius LT-01511 Lithuania
	Major Algimantas Kutanovas Chief Ecologist Lithuanian Armed Forces, Ministry of National Defence Vilnius Lithuania
	Captain Eugenijus Minkevicius Chief Officer Defence Staff J4 (Logistics), Ministry of National Defence Vilnius Lithuania
	Ms. Aukse Bankauskaite-Miliauskiene Chief Officer Health Emergency Situations Center, Ministry of Health Vilnius Lithuania
Madagascar	Ms. Angeline Mohajy Minister Plenipotentiary / Director of Multilateral Cooperation Ministry of Foreign Affairs Antananarivo 836 Madagascar
	Mr. Jean Bosco Randrianjara National Assembly Madagascar

State	*Contact*
Malta	Mr. Clint Borg Disarmament Unit, Ministry of Foreign Affairs Palazzo Parisio, Merchant's Street Valetta Malta
Mexico	Autoridad Nacional México Secretaria De Gobernación Abraham Gonzalez No. 48, Edificio L, Segundo Piso, Colonia Juarez, Delegacion Cuauhtemoc C.P. 06600 Mexico, D.F.
Morocco	Mr. Naser Bourita Director, United Nations and International Organizations Minstry of Foreign Affairs and Cooperation Rue Roosvelt, Chellah Rabat 10 000 Morocco
Mozambique	Mr. Cristiano Dos Santos Director for Legal and Consular Affairs Division - DAJC Ministry of Foreign Affairs and Cooperation
Netherlands	Ms. Kim de Jong Non-Proliferation and Disarmament Division Ministry of Foreign Affairs Department of Security Policy The Netherlands
New Zealand	Director, International Security and Disarmament Division Ministry of Foreign Affairs and Trade Private Bag 18-901 Wellington New Zealand
Nigeria	Mr. Joseph Adeyemi Chairman, National Authority on Chemical and Biological Weapons Conventions Office of the Secretary to the Government of the Federation 4th Floor, Wing 3B Abuja P.M.B 9 Nigeria
Norway	Mr. Knut Langeland Ambassador for Disarmament Affairs Section for Disarmament and Non-proliferation, Ministry of Foreign Affairs 7. juni pl./ Victoria Terrasse P.O. Box 8114 Dep Oslo NO-0032 Norway

State	*Contact*
Oman	Mr. Hamed Suleiman Hamed Al Bortomani Chemical Officer SO2 NBC, Ministry of Defence P.O. Box 2919 Muscat 111 Oman
Pakistan	Mr. Qazi M. Khalilullah Director General (Disarmament) Ministry of Foreign Affairs Islamabad Pakistan
Palau	Dr. Victor Yano Minister of Health P.O. Box 100 Melekeok 96939 Palau
Poland	Mr. Lukasz Zielinski Head, Division for Non-Proliferation of WMD Security Policy Department Ministry of Foreign Affairs Poland
	Ms. Monika Lipert
	Mr. Andrzej Duda
Portugal	Mrs. Marta Cowling Ministry of Foreign Affairs Largo do Rilvas Lisbon Portugal
Qatar	Lieutenant Major (Air) Hassan Saleh Hassan Al-Nisf Secretary National Committee for the Prohibition of Weapons Ministry of Defence PO Box: 25777 Doha The State of Qatar
Republic of Korea	Mr. Haesun Shin Second Secretary Disarmament and Nonproliferation Division, Ministry of Foreign Affairs and Trade 37 Sejong-ro Jongno-gu Seoul Republic of Korea

State	*Contact*
Republic of Moldova	Grama Mariana Head of the Ecology and Environmental Protection Section Ministry of Defence of the Republic of Moldova 84 Highway Hincesti Chisinau MD-2021
Romania	Mr. Teodor Baconschi Minister Ministry of Foreign Affairs
	Mr. Gabriel Oprea Minister Ministry of National Defence
	Mr. Vasile Blaga Minister Ministry of Administration And Interior
	Mr. Cseke Attila Minister Ministry of Health
Russian Federation	Mr. Victor Kholstov Director, Department for the Implementation of the Conventions Ministry of Trade and Industry 7 Kitaigorodsky Proezd Moscow 109074 Russian Federation
	Mrs. Elena Rodyushkina Deputy Director, Department for the Implementation of the Conventions Ministry of Trade and Industry 7 Kitaigorodsky Proezd Moscow 109074 Russian Federation
Slovakia	Dr. Cyril Klement Public Health Authority of Slovakia, Regional Office in Banska Bystrica, Ministry of Health of the Slovak Republic Cesta k nemocnici 1 Banska Bystrica 975 56 Slovak Republic
Slovenia	Ms. Irina Gorsic Counsellor, Security Policy Division Ministry of Foreign Affairs Presernova 25 Ljubljana SI-1000 Slovenia

State	*Contact*
South Africa	Mr. Daan van Beek Non-Proliferation Secretariat, South African Council for the Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction Private Bag X84 Pretoria 0001 South Africa
	Ms. Melanie Reddiar Non-Proliferation Secretariat, South African Council for the Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction Private Bag X84 Pretoria 0001 South Africa
	Ms. Devina Naidoo Non-Proliferation Secretariat, South African Council for the Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction Private Bag X84 Pretoria 0001 South Africa
	Mr. Mauritz Lindeque Non-Proliferation Secretariat, South African Council for the Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction Private Bag X84 Pretoria 0001 South Africa
Spain	Mr. LuisGomez Nogueira Head of Disarmament Unit Ministry of Foreign Affairs and Cooperation Serrano Galvache, 26 Madrid 28071 Spain
Sweden	Mr. Ronnie Nilsson Senior Adviser Department for Disarmament and Non-Proliferation, Ministry for Foreign Affairs Stockholm 10339 Sweden
Switzerland	Joachim Tomaschett Desk Officer, Disarmament and Nonproliferation Swiss Federal Department of Foreign Affairs Division for Security Policy and Crisis Management Arms Control and Disarmament Section Bernastrasse 28 CH - 3003 Bern Switzerland

State	*Contact*
Turkey	Serhan Yiğit Head of Arms Control and Disarmament Department Ministry of Foreign Affairs Balgat Ankara 06100 Turkey
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	Mr. Valentine Madojemu Desk Officer for BWC and CTBT CBW Section, Counter Proliferation Department Foreign and Commonwealth Office London SW1A 2AH United Kingdom
	Mr. Ian Davies Head, Chemical and Biological Weapons Section Counter Proliferation Department Foreign and Commonwealth Office Room K3.366 King Charles Street London SW1A 2AH United Kingdom
United States of America	H.E. Mrs. Laura Kennedy Special Representative for Biological and Toxin Weapons Convention Permanent Mission of the United States of America Route de Pregny 11 1292 Chambésy Switzerland
Uzbekistan	Mr. Kholmatov Ilkhom Deputy-Chairman The Commission of the Cabinet of Ministers of the Republic of Uzbekistan on the Prohibition of Biological Weapons 27, C-14 Tashkent 700011 Uzbekistan
Venezuela (Bolivarian republic of)	Office of the Vice Minister for North America and Multilateral Affairs, Ministry of Popular Power for External Relations Av. Urdaneta, Tower MRE Caracas Venezuela

State	*Contact*
Yemen	Dr. Ali Muthana Hassan Vice Minister Chairman of the National Committee Ministry of Foreign Affairs Sana'a Yemen
	Abdulkarim Alkohali Deputy Chairman of the National Committee Ministry of Foreign Affairs Sana'a Yemen
	Mohamed Abdull Al-Foqumi Secretary of the National Committee Ministry of Foreign Affairs Sana'a Yemen
Zambia	Mr. Leonard Mumba Senior Chemist Mines & Minerals Department 50135 Lusaka Zambia

Signatories

State	*Contact*
Liberia	Mr. Joseph Jallah Lawyer Ministry of Justice Ashmun & Center Street Monrovia Liberia
Malawi	Mr. John. A. J. Chikalimba Chairperson of Defence and Security and Member of Budget & Finance Malawi National Assembly / Paliament Offices Chief M'Mbelwa House, Private Bag B362, Lilongwe 3 244 Zomba Lilongwe 3 Malawi
United Republic of Tanzania	Ms. Irene. F Mkwawa - Kasyanju Prinicipal Foreign Service Officer Legal Affairs / Ministry of Foreign Affairs & International Cooperation Kivukoni Front 9000 Dar es Salam Tanzania

States not party

State	*Contact*
Cameroon	Ms. Pauline Essome Siliki Magistrate Ministry of Justice/ Legislation Division Cameroon
Micronesia (Federated States of)	Mr. Paliknoa K. Welly Chairman Committee on External Affairs Palikir, PS 3 Pohnpei FM 96941 Federated States of Micronesia
Namibia	Mr. Letta N. Hangala Foreign Relations Officer Multilateral Affairs Department/ Ministry of Foreign Affairs Private Bag 13347 Windhoek Namibia Mr. Jeremia Nambinga Member of Parliament National Assembly Private Bag 13323 Windhoek Namibia

Regional organizations

State	*Contact*
European Union	Ms. Clara Ganslandt Mr. Nico Frandi Ms. Christel Gotink Mr. Jiri Blazek

Annexe III

[ENGLISH ONLY]

Report on participation in the confidence-building measures

I. Provisional summary of participation in 2011[2]

Key: D = declaration submitted; ND = nothing to declare; NN = nothing new to declare

		CBM Form								
States Party		*A1*	*A2*	*B*	*C*	*D*	*E*	*F*	*G*	*Additional Information*
1.	Argentina	D	D	-	D	D	D	ND	D	-
2.	Armenia	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	D
3.	Australia	D	D	D	D	D	D	D	D	-
4.	Austria	D	D	D	D	D	D	D	D	-
5.	Azerbaijan	D	ND	ND	ND	ND	D	ND	ND	-
6.	Belarus	D	D	D	ND	ND	D	D	D	-
7.	Belgium	ND	D	D	D	D	D	ND	D	-
8.	Brazil	D	D	D	D	D	D	ND	D	-
9.	Bulgaria	D	D	D	ND	D	D	ND	D	-
10.	Canada	D	D	D	D	D	D	D	D	-
11.	Chile	ND	D	D	D	D	ND	D	D	-
12.	China	D	D	D	D	D	ND	ND	D	-
13.	Croatia	ND	D	D	ND	D	D	D	D	-
14.	Cuba	D	D	D	D	D	D	ND	D	-
15.	Cyprus	ND	ND	D	D	ND	ND	ND	ND	-
16.	Czech Republic	D	D	D	D	D	D	ND	D	-
17.	Denmark	D	D	D	D	D	D	D	D	-
18.	Ecuador	ND	ND	ND	ND	ND	-	ND	ND	-
19.	Estonia	ND	ND	D	ND	ND	D	D	ND	-
20.	Ethiopia	ND	D	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
21.	Finland	D	D	D	D	D	D	ND	ND	-
22.	France	D	D	D	D	-	-	ND	D	-

[2] As of 17 November 2011

		CBM Form								
States Party		*A1*	*A2*	*B*	*C*	*D*	*E*	*F*	*G*	*Additional Information*
23.	Gambia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	
24.	Georgia	D	D	D	D	D	D	D	D	-
25.	Germany	D	D	D	D	D	D	ND	D	-
26.	Greece	D	ND	D	D	ND	ND	ND	ND	-
27.	Hungary	D	ND	D	D	ND	D	ND	D	-
28.	India	D	D	D	ND	ND	ND	D	D	-
29.	Iran (Islamic Republic of)	NN	NN	D	NN	D	D	ND	NN	-
30.	Iraq	D	ND	D	ND	ND	D	ND	D	D
31.	Ireland	D	D	D	ND	D	D	ND	D	-
32.	Italy	D	D	D	D	D	D	D	D	-
33.	Jamaica	-	ND	-	-	-	ND	ND	-	-
34.	Japan	D	D	D	D	D	D	NN	D	-
35.	Kazakhstan	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	D
36.	Latvia	D	D	D	-	-	-	-	-	-
37.	Liechtenstein	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN	NN	-
38.	Lithuania	D	D	D	ND	ND	D	D	ND	-
39.	Luxembourg	ND	NN	ND	ND	ND	NN	ND	ND	-
40.	Malaysia	D	D	ND	D	D	NN	ND	D	-
41.	Malta	D	ND	D	ND	ND	ND	ND	ND	-
42.	Mexico	D	NN	ND	D	D	D	D	D	-
43.	Morocco	D	ND	D	ND	ND	ND	D	D	-
44.	Netherlands	D	D	D	D	D	D	D	D	-
45.	New Zealand	D	ND	D	ND	ND	D	D	D	-
46.	Norway	D	D	D	D	D	D	D	D	-
47.	Poland	D	ND	D	D	D	D	ND	D	-
48.	Portugal	D	D	D	D	D	D	D	D	-
49.	Qatar	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
50.	Republic of Korea	D	D	D	D	D	D	D	D	-
51.	Republic of Moldova	D	D	D	D	D	D	NN	ND	-
52.	Romania	D	D	D	D	D	D	ND	NN	-
53.	Russian Federation	D	D	ND	D	D	D	ND	D	-
54.	Senegal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
55.	Serbia	ND	ND	D	ND	D	D	ND	D	-

		CBM Form								
States Party		*A1*	*A2*	*B*	*C*	*D*	*E*	*F*	*G*	*Additional Information*
56.	Slovakia	ND	ND	D	ND	D	ND	ND	ND	-
57.	Slovenia	D	D	ND	ND	ND	D	NN	NN	-
58.	South Africa	D	D	ND	ND	ND	ND	D	ND	-
59.	Spain	D	D	D	ND	D	NN	ND	NN	-
60.	Sweden	D	D	D	D	D	D	D	D	-
61.	Switzerland	D	D	D	D	D	D	D	D	-
62.	Tajikistan	D	D	D	D	D	D	D	D	-
63.	Thailand	D	D	D	D	D	D	D	D	-
64.	Tunisia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
65.	Turkey	D	D	D	D	D	D	D	D	-
66.	Ukraine	D	ND	D	D	D	D	ND	D	-
67.	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	D	D	D	D	D	D	D	D	-
68.	United States of America	D	D	D	D	D	D	NN	D	-

II. Final summary of participation in 2010

Key: D = declaration submitted; ND = nothing to declare; NN = nothing new to declare

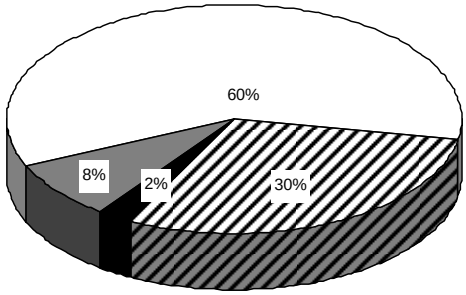
		CBM Form								
States Party		*A1*	*A2*	*B*	*C*	*D*	*E*	*F*	*G*	*Additional Information*
1.	Albania	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
2.	Argentina	D	ND	D	D	D	ND	ND	D	-
3.	Armenia	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
4.	Australia	D	D	D	D	D	D	D	D	-
5.	Austria	NN	NN	ND	ND	ND	NN	NN	ND	-
6.	Azerbaijan	D	ND	ND	ND	ND	D	ND	ND	-
7.	Bangladesh	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
8.	Belarus	D	NN	D	0	0	0	0	0	-
9.	Belgium	ND	D	D	D	D	NN	ND	D	-
10.	Bhutan	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
11.	Brazil	NN	NN	D	ND	ND	D	NN	NN	-
12.	Bulgaria	D	NN	D	ND	D	D	NN	D	-
13.	Canada	D	D	D	D	D	D	D	D	-
14.	Chile	D	ND	D	D	D	D	ND	D	-
15.	China	D	D	D	D	NN	D	NN	D	-
16.	Croatia	NN	NN	D	NN	D	D	D	D	-
17.	Cuba	D	ND	D	D	D	D	ND	0	-
18.	Czech Republic	NN	D	D	D	D	D	NN	NN	-
19.	Denmark	D	D	D	ND	ND	D	NN	NN	-
20.	Estonia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
21.	Finland	D	D	D	D	D	NN	ND	NN	-
22.	France	NN	D	D	D	D	D	NN	D	-
23.	Georgia	D	D	D	D	D	D	D	ND	-
24.	Germany	D	D	D	D	ND	D	NN	D	-
25.	Hungary	D	ND	D	D	ND	D	ND	D	-
26.	India	D	D	D	NN	NN	NN	D	D	-
26.	Indonesia	ND	D	D	NN	D	D	ND	NN	-
27.	Iran (Islamic Republic of)	NN	NN	ND	NN	NN	NN	NN	NN	-
28.	Iraq	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-

		CBM Form								
States Party		*A1*	*A2*	*B*	*C*	*D*	*E*	*F*	*G*	*Additional Information*
29.	Ireland	D	D	D	D	D	D	D	D	-
30.	Italy	D	D	D	D	D	D	D	D	-
31.	Japan	NN	D	D	NN	NN	D	NN	D	-
32.	Kenya	ND	ND	D	ND	D	ND	ND	ND	-
33.	Latvia	-	-	D	-	-	-	-	-	-
34.	Lebanon	-	-	-	-	-	-	-	-	D
35.	Libyan Arab Jamahiriya	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
36.	Liechtenstein	NN	NN	D	NN	NN	NN	NN	NN	-
37.	Lithuania	D	ND	D	ND	ND	NN	ND	NN	-
38.	Luxembourg	ND	NN	ND	ND	ND	NN	ND	ND	-
38.	Malaysia	D	ND	D	D	ND	D	ND	D	-
39.	Malta	D	ND	D	ND	ND	ND	ND	ND	-
40.	Mexico	D	D	ND	ND	D	NN	NN	NN	-
41.	Morocco	D	ND	D	-	-	D	D	D	-
42.	Netherlands	D	NN	D	D	D	D	NN	D	-
43.	New Zealand	D	D	D	D	-	D	-	D	D
44.	Norway	NN	NN	ND	NN	NN	NN	NN	D	-
45.	Philippines	D	-	D	D	D	D	-	D	-
46.	Poland	D	D	D	D	D	D	ND	ND	-
47.	Portugal	NN	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
48.	Qatar	ND	ND	D	ND	ND	ND	ND	ND	-
49.	Republic of Korea	D	D	D	D	D	D	ND	D	-
50.	Republic of Moldova	ND	ND	D	ND	ND	NN	ND	ND	-
51.	Romania	NN	NN	D	D	NN	D	ND	D	-
52.	Russian Federation	D	NN	ND	D	D	D	NN	D	-
53.	Senegal	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
54.	Serbia	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
55.	Slovakia	NN	ND	D	NN	D	NN	NN	NN	-
56.	Slovenia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
57.	South Africa	NN	NN	D	NN	NN	D	NN	NN	-
58.	Spain	D	D	D	ND	D	D	ND	NN	-
59.	Sweden	D	D	D	D	D	D	NN	NN	-
60.	Switzerland	D	D	D	D	D	D	NN	D	-

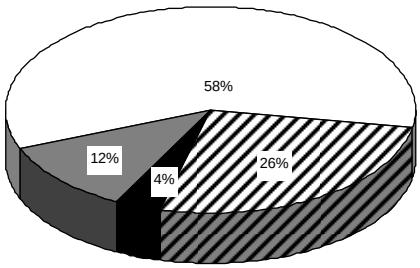
		CBM Form								
States Party		*A1*	*A2*	*B*	*C*	*D*	*E*	*F*	*G*	*Additional Information*
61.	Thailand	NN	-	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
62.	The former Yugoslav Republic of Macedonia	ND	ND	ND	ND	ND	D	ND	ND	-
63.	Tunisia	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
64.	Turkey	D	D	D	ND	ND	D	D	D	-
65.	Ukraine	D	NN	NN	D	D	NN	NN	D	-
66.	United Arab Emirates	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	-
67.	United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	D	D	D	D	D	D	NN	D	-
68.	United States of America	D	D	D	D	D	D	NN	D	-
69.	Uzbekistan	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	NN	-
70.	Yemen	ND	ND	D	ND	D	ND	ND	ND	-

III. Participation in 2011 by form

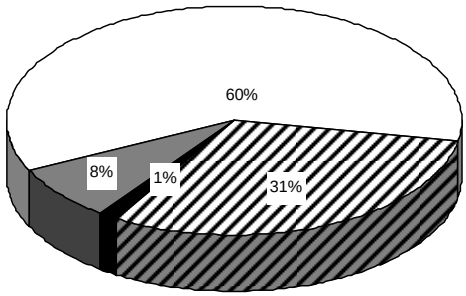
The following charts show the rates of participation for 2011 in each of the CBM forms:



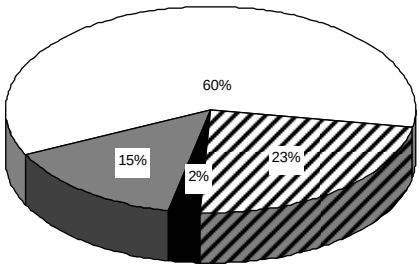
BWC CBM Returns for Form A1 in 2011



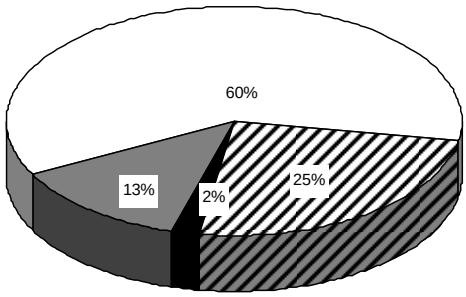
BWC CBM Returns for Form A2 in 2011



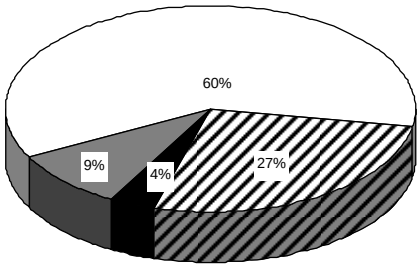
BWC CBM Returns for Form B in 2011



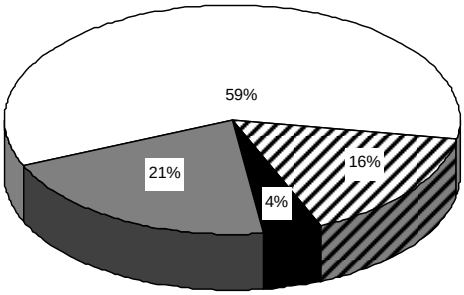
BWC CBM Returns for Form C in 2011



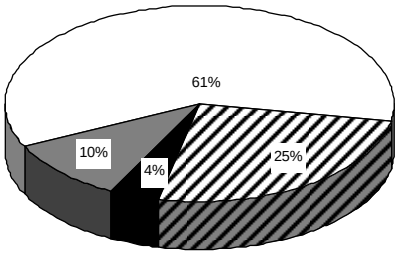
BWC CBM Returns for Form D in 2011



BWC CBM Returns for Form E in 2011



BWC CBM Returns for Form F in 2011



BWC CBM Returns for Form G in 2011